

Des taux d'intérêt ridiculement bas de la BCE pour éviter les dettes



Article rédigé par *Marc Rousset*, le 06 novembre 2017

source[Boulevard Voltaire]tout serait fait pour garder les taux d'intérêt ridiculement bas. Pourquoi ?

Lors de ses dernières déclarations, fin octobre 2017, Mario Draghi, président de la BCE, nous a assurés que tout serait fait pour garder les taux d'intérêt ridiculement bas. Pourquoi ?

Si l'on prend l'exemple des États-Unis, ce pays n'a plus enregistré d'excédent budgétaire depuis 2001, alors que sa dette n'était encore à cette époque que de 6.900 milliards de dollars (54 % du PIB). Aujourd'hui, la dette américaine a atteint le montant vertigineux de 20.000 milliards de dollars (107 % du PIB).

Si Mme Yellen n'avait pas maintenu les taux d'intérêt à des niveaux déprimés pendant des années, les intérêts 2017 de la dette américaine n'auraient pas été de 458,5 milliards de dollars mais de 1.670 milliards de dollars, un chiffre astronomique de presque trois fois le budget militaire américain (60 %, à lui tout seul, des dépenses militaires dans le monde) et un peu moins que le PIB français ! C'est toute la différence que font des taux annuels moyens de 8,2 % (taux moyen en 1988) ou les taux actuels moyens de 2,3 % de l'année fiscale 2017, même si les intérêts en valeur absolue ont augmenté chaque année continuellement malgré les taux bas, tel un rouleau compresseur, de 362 milliards de dollars (en 2000) à 458,5 milliards de dollars (en 2017).

Le service de la dette explose donc aux États-Unis, mais est divisé de plus d'un tiers, suite à des taux ridiculement bas et artificiels provoqués par l'assouplissement quantitatif de la Fed.

Quels sont les tristes champions de la dette mondiale en pourcentage de la dette publique mondiale faramineuse de 63.000 milliards de dollars ? On trouve en premier les États-Unis : 19.947 milliards de dollars (31,8 % de la dette mondiale) ; suivis par le Japon : 11.813 milliards de dollars (18,8 %) ; la Chine : 4.976 milliards de dollars (7,9 %) ; l'Italie : 2.454 milliards de dollars (3,9 %) ; la France : 2.375 milliards de dollars (3,8 % de la dette mondiale).

Quels sont les tristes champions dans le monde de la dette publique exprimée en pourcentage du PIB ? Le premier sur la liste : le Japon (239,3 % de son PIB), suivi de la Grèce (181,6 %), le Liban (148,7 %), l'Italie (132,6 %), le Portugal (130,3 %), la France n'étant pas très loin derrière avec un pourcentage d'environ 100 % de son PIB. Selon un scénario évoqué par l'agence Bloomberg, la Grèce devrait même atteindre 260 % du PIB en 2060 ! Les assurances données par les pays européens et la BCE au sujet de la Grèce pour rassurer les Allemands et les citoyens de la zone euro ne sont ni plus ni moins que des mensonges éhontés et des boniments qui ne trompent pas les experts du FMI.

On comprend donc mieux, en évoquant les chiffres ci-dessus, pourquoi la BCE de Mario Draghi fait tout pour garder les taux d'intérêt bas dans la zone euro. Si les taux d'intérêt augmentent, la zone euro et le Système mondial – États-Unis inclus – s'effondrent ! Mais combien de temps les banques centrales parviendront-elles à maintenir le couvercle des taux d'intérêt ridiculement bas de la Cocotte-Minute® des dettes cumulées de 63.000 milliards de dollars dans le monde ? C'est tout le drame qui se joue dans les coulisses actuellement.

En 1929, les gens pensaient que tout ne pourrait qu'aller bien. Il y avait dans l'air un vent d'optimisme comparable à celui des médias d'aujourd'hui et du banquier Macron. Il y régnait une spéculation boursière éhontée et un crédit bancaire aussi généreux qu'exubérant. Cinq jours avant le krach, Thomas Lamont,

directeur de la très conservatrice Morgan Bank, écrivait au président Hoover : « *L'avenir s'annonce brillant. Nos titres sont les plus désirables du monde.* » Mais il y avait aussi un économiste américain critique de Wall Street qui tenait des propos semblables aux miens sur *Boulevard Voltaire*, qui fut vilipendé par les médias car s'en prenant à la spéculation et mettant en garde contre l'effondrement à venir ; il fut même accusé de manquer de patriotisme. Il s'appelait Roger Babson. Les faits lui donnèrent raison.